

C'EST À DIRE

Les excuses de Mme Plavsic

Quand un organisme international recourt à des méthodes staliniennes au nom de la démocratie, la mascarade tient lieu de vérité.

Par Jean-Bernard Vuillème

C'est entendu, les Serbes de Bosnie ont poussé l'expression de leur nationalisme à des extrémités inadmissibles. Ils ont appliqué à la face du monde, sans être beaucoup dérangés, un concept d'épuration ethnique qui a recalé l'Europe jusque dans les cases les plus sombres de son histoire. Faut-il pour autant, après toutes les exactions commises durant cette guerre atroce et confuse, nier l'existence de ce sentiment national? En interdire toute expression, le traiter comme une maladie honteuse? Dans ce cas, un même traitement devrait être réservé à toutes les aspirations nationales exigeant leur part de territoire, à commencer par exemple par les indépendantistes tchéchènes.

Un épisode grotesque des élections bosniaques est passé quasi inaperçu. Grotesque et scandaleux, mais on n'a pas entendu le chœur habituel des anges gardiens de la morale démocratique et internationale. Il y avait pourtant de quoi les inspirer. La présidente des Serbes de Bosnie, Biljana Plavsic, a dû présenter à trois reprises, le vendredi 13 septembre, des excuses télévisées pour des propos sécessionnistes tenus en pleine campagne électorale. «Seul un Etat national peut protéger la vie des Serbes et celles des générations à venir», avait déclaré cette émule de Radovan Karadzic. Certainement gênante dans le contexte des élections bosniaques, une telle déclaration s'apparente pourtant à des centaines d'autres qui sont prononcées chaque jour dans le monde sans que la «communauté internationale» songe à les réprimer. Qu'on le veuille ou non, Mme Plavsic exprimait un sentiment nationaliste majoritaire chez les Serbes de Bosnie. Sous prétexte que cette déclaration constituait une «menace directe» contre l'unité de la Bosnie, et comme si ces élections avaient une seule chance de ne pas consacrer sa division, l'OSCE, grand arbitre européen des scrutins bosniaques, a sorti une

artillerie incompatible avec les «valeurs» qu'elle prétend promouvoir.

Usant d'une méthode tant décriée des régimes communistes envers les «déviationnistes», à leur époque la plus florissante, la commission judiciaire de l'OSCE a contraint Mme Plavsic à lire un message d'excuses à la télévision. Tout refus d'obtempérer avait son prix: trois des cinq premiers candidats de son parti aux législatives de la République serbe de Bosnie auraient été rayés de la liste.

On a donc eu droit à l'affligeant spectacle de Biljana Plavsic lisant sous la contrainte, d'une voix monocorde, un message intitulé «Excuses de Biljana Plavsic». Son parti, lutelle, «n'a pas pour objectif de rassembler dans un Etat commun tous les Serbes vivant dans les Balkans». Cette autocritique, achevée sur un ton teinté d'ironie, promeut la déclaration obtenue de force comme un moyen politique acceptable. Cette grossière mascarade a trouvé droit de cité à l'OSCE sous la présidence helvétique pourtant courageuse de Flavio Cotti. Au nom de la démocratie, il devient possible de forcer les trublions du nouvel ordre international à prononcer des discours contraires à leurs convictions. J'entends d'ici Umberto Bossi proclamer que son parti n'a cessé d'œuvrer à l'unité de l'Italie et le leader indépendantistes tchéchène Ianderbaïev jurer de son attachement indéfectible à la Russie. Dans la foulée on peut imaginer la grande Mascarade qui verrait Jean-Marie Le Pen faire l'éloge des sociétés multiculturelles, Christiane Brunner chanter la louange de la globalisation de l'économie ou Christoph Blocher prononçant les «Excuses de Christoph Blocher». Redouter des démocraties placées sous la haute autorité d'un conseil d'administration du prêt-à-penser universel, devenues totalitaires à force d'arrogance. Aussi mauvais et peu probable qu'il paraisse, ce scénario de science-fiction a pourtant reçu un premier tampon de l'OSCE.

J.-B. V.